

N°1810

du 03
Décembre
2024



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

PROTECTION DE LA CÔTE TOGOLAISE,
SEGMENT GBODJOMÉ-GOUMOUKOPÉ
Des brises lames immergées,
plutôt que des épis P.4

5^e RECENSEMENT NATIONAL
DE L'AGRICULTURE (RNA 5)
Des données fiables et désagrégées
pour booster le secteur P.3

MISE EN ŒUVRE DU
PROGRAMME SEUIL
Clap de fin du projet TIC P.4

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS FONCIERS

Avant la justice, désormais, 03 modes alternatifs s'imposent

P. 3

EN PLUS...

FINANCES

SOUTIEN AU FINANCEMENT DURABLE AU TOGO
Une Garantie partielle de crédit (GPC) de 200 millions d'euros de la BAD

ÉCONOMIE

ASSOCIATION DES BOURSES AFRICAINES
L'évolution du secteur vue par Kossi AMENOUNVE, le Directeur Général de la BRVM

SOCIÉTÉ

AVOIR UN GARÇON OU UNE FILLE COÛTE QUE COÛTE
Une idée qui continue à séparer des couples

TOURISME

RÉOUVERTURE DE L'HÔTEL-ÉCOLE LÉBÉNÈ
A l'avenir, un pôle d'excellence pratique en hôtelière et une vitrine pour le cacao togolais

Les conflits fonciers restent un problème brûlant au Togo et le contentieux auprès des juges togolais est occupé à 75% par des problèmes fonciers. Voire à 80%, selon le rapport de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Ils naissent des ventes illicites, de la spéculation foncière, de la contestation des réserves, de l'appropriation par les tierces personnes, de la dépossession, de la pluralité de titres de propriété pour une même parcelle. Concentrés dans les grandes villes, et particulièrement à Lomé, ces litiges en matière foncière prennent la forme de double ou multiple vente et opposent régulièrement soit des acquéreurs et des propriétaires, soit deux ou plusieurs acquéreurs ou encore des descendants et les acquéreurs...

...Désormais, l'Exécutif veut explorer une autre voie pour faire baisser le fort taux de litiges fonciers que traîne l'appareil judiciaire et, en même temps, agir sur ce facteur cohésion sociale...



Mipamb Nahm-Tchougli, Garde des sceaux, Ministre de la justice et de la législation

En un clic, payez votre TVM par   sur l'application **OTR TVM** Disponible sur Google Play 


FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg


LIVRE

Sur TV5MONDE, Jules AHADJI Komlan poursuit la promotion de "BELLA BELLOW, une légende africaine"

«Elle ne mourra point, sa voix résonnera à jamais.» Tel est le mot laissé par tous ceux qui ont suivi ou lu, en live ou en différé, les présentations de Jules Ahadji Komlan de son livre sur la Diva Bella Bellow fauchée en pleine ascension dans un accident de voiture. Oui, 50 ans après sa disparition, le continent se souvient encore de sa voix, de sa beauté et de ses chansons. Et pour l'immortaliser, le journaliste émérite de Lomé à Paris, ancien directeur de l'information de la chaîne Africa 24, lui a consacré un fabuleux livre : «Bella Bellow, une légende africaine» dont il poursuit la promotion depuis quelques mois. Le samedi 23 novembre dernier, il était l'invité du journal d'Afrique de TV5MONDE. Suivez cet entretien avec Dominique TCHIMBAKALA.



Dominique Tchimbakala : vous parlez de Bella Bellow comme d'une légende africaine parce qu'elle a véritablement été une étoile filante au firmament

Jules Ahadji Komlan : Absolument, c'était, j'expliquais au lecteur que c'était l'une des voix les plus aimées, les plus adorées sur le continent et j'ai essayé aussi de retracer sa carrière c'était quand même une carrière d'une femme très courageuse et...

Qui a vécu une histoire particulière...

...C'était une femme tout à fait spéciale. Bella Bellow, vous voyez que 50 ans après sa disparition, hier j'avais reçu encore une image d'une française qui chante «Blewou» donc c'est rare ces artistes qui, 50 ans après leur disparition font toujours la une.

...font toujours parler d'eux et

d'ailleurs elle avait fait l'Olympia à Paris et au moment de sa disparition elle s'appretait à partir en tournée avec Manu Dibango, en tournée américaine, alors vous qui avez écrit ce beau livre sur Bella Bellow, j'ai envie de vous demander comment est-ce que vous êtes devenu fan de cette chanteuse ? Quel est votre histoire avec elle ?

C'est une histoire tout à fait particulière qui a commencé au lycée. J'ai une cousine qui me disait que je ressemblais très fort à Bella Bellow et après j'ai découvert qu'elle est née à Tsévié dans la même maternité que moi et il y avait aussi une chanteuse togolaise à l'époque, Julie Akofa Akoussa, elle aussi est née à Tsévié. Donc, après la disparition de Bella, on a formé un duo des gens nés à Tsévié pour parler souvent de Bella et quand Julie venait à Paris, nos conversations

c'était Georgette, donc Bella Bellow.

Ce que vous ne nous dites pas monsieur Komlan c'est que Bella Bellow à son époque était non seulement une belle chanteuse avec une voix extraordinaire mais aussi une belle femme qui était adulée par tout un pays, tout un continent, et c'était aussi ça. Elle avait un style particulier, son habillement, les chansons qu'elle reprenait, le fait de chanter en Ewe, quel était le style de Bella Bellow ?

Le style de Bella Bellow, c'est valoriser le folklore togolais et permettre au monde entier de découvrir ce que c'est que le folklore togolais, pas seulement togolais parce qu'elle a chanté aussi en lingala, dans d'autres langues aussi, bon c'est promouvoir la culture africaine somme toute. Donc, c'était ça

son style, donc il faut surtout écouter Manu Dibango, j'ai réalisé un bon documentaire sur Bella Bellow dans lequel Manu Dibango parlait de Bella Bellow, c'était vraiment très émouvant.

Oui, on les voit ensemble justement à l'image, on les voit tous les deux, ils avaient travaillé ensemble, ils s'appretaient à faire une tournée ensemble lorsqu'elle a fait cet accident de voiture dont on va parler. Oui, mais elle a été aussi la première artiste africaine à se produire un peu partout dans le monde, on parlait d'Olympia, on parlait du Brésil où on l'a vue, on la voit avec le joueur Pelé, qu'est ce qui fait qu'elle a su à cette époque s'internationaliser à ce point ?

C'est le travail, c'est une bosseuse...

Elle a travaillé avec les meilleurs...

Elle travaillait avec les meilleurs surtout, elle avait travaillé avec Gérard Akueson qui était déjà dans les années 70 un très grand manager et un très grand producteur, donc ça l'a aidé, et après elle a rencontré Manu Dibango à Paris et le succès était tout de suite au rendez-vous. C'est une femme dure, une main de fer dans un gant de velours, c'est ça BB, elle est très rigoureuse et très bosseuse.

Parce que ce n'était pas seulement une interprète, mais c'était aussi une compositrice en même temps qu'une interprète.

Oui, elle composait beaucoup de chansons et j'ai essayé de mettre dans mon livre toutes ses chansons pour que les gens qui ont de.....

Quel était le message et quels étaient les textes qu'elle faisait passer dans ses chansons pour ceux qui ne comprennent pas l'Ewe ?

Fondamentalement c'est promouvoir la culture togolaise et africaine, c'est ça son credo. Maintenant le message on peut le découvrir à travers «Blewou».

Alors, justement on va écouter cette chanson qui est un de ses tubes phares. On est toujours cette année, peut-être faut-il le préciser, dans le jubilé d'or de la mort de Bella Bellow. On est 50 ans après sa mort, puisqu'elle est morte à l'âge de 28 ans le 10 décembre 1973, on réécoute un de ses tubes donc Blewou, son d'archives et son interprétation par la chanteuse béninoise Angélique

Kidjo, c'était à Paris en 2018...

Voilà ce sont des images qui sont devenues historiques, Angélique Kidjo devant un parterre de grands de ce monde, Emmanuel Macron, Donald Trump et beaucoup d'autres qu'est-ce que ça vous fait, peut-être de revoir ces images ??

Oui. Avec beaucoup d'émotions et surtout ça me rappelle quelque chose quand j'écrivais le livre. J'ai eu à interroger M'bila Belle, elle le cache (grande artiste de la RDC) elle est venue à la chanson grâce à Bella Bellow. Tchalla Muana, paix à son âme, elle est venue à Lomé un jour et elle me dit : mais Jules je suis dans le pays de Bella Bellow.

Une dernière question monsieur Komlan, vous avez écrit ce livre pour parler de son accident de voiture parce qu'il a suscité beaucoup de commentaires, d'interprétations et vous aviez envie d'enquêter sur cet accident.

Oui, il y a tellement de rumeurs que, Bella Bellow a perdu la bataille de la communication. Donc, je me suis dit qu'il faut quand même restituer la vérité et que les gens sachent ce qui est arrivé à Bella Bellow le jour-là. Et donc, j'ai enquêté de 06h du matin le 10 décembre 1973 jusqu'à l'arrivée de son corps à la morgue.

Et on a le déroulé dans ce livre «Bella Bellow, une légende africaine» par Jules Ahadji Komlan. Merci beaucoup, merci à vous deux d'être venus nous voir.

NÉCROLOGIE

La résistante, poète et journaliste française Madeleine Riffaud est morte à 100 ans
* Une histoire passionnante

... Au cours de ses reportages en Algérie pour L'Humanité, elle opère en tandem avec Charles Fourniau, historien devenu journaliste mais doit s'y rendre à plusieurs reprises clandestinement. Elle décrit les tracts diffusés par le FLN après les accords d'Évian, "expliquant aux Européens qu'ils ont leur place dans l'Algérie nouvelle". Ses hébergements éphémères empêchent toute personne de la suivre "car elle a été condamnée à mort par l'Organisation de l'armée secrète (OAS). Mais les 26 et 27 juin 1962, elle s'associe avec le reporter de RTL Jean-Pierre Farkas, qui avait effectué son service militaire en Kabylie de 1958 à 1960 comme infirmier militaire, pour aller à Oran, plus gros bastion de l'OAS, qui a capitulé à Alger, mais continue à y batailler. Leur voiture tombe dans un attentat où elle est sévèrement blessée puis pourchassée par l'OAS pendant 4 jours, sans soins, avant de devoir passer ensuite plusieurs mois à l'hôpital.

Après sa guérison, elle effectue en février 1965 un reportage dans les maquis du Sud Viêt Nam avec le journaliste australien Wilfred Burchett, diffusé dans la presse française et étrangère, et via le livre Dans les maquis Vietcong. Elle traverse la frontière, après avoir passé trois mois dans les maquis du Sud-Vietnam, avec sur sa poitrine cent lettres d'amour confiées par des combattants pour leurs femmes, en rampant entre les sentinelles ennemies. Elle couvre cette guerre du Viêt Nam pendant huit ans, de 1965 à 1973 dans les maquis du Vietcong sous les bombardements américains. Un succès de librairie sa lue son livre de récit de cette guerre, publié dès 1965 et traduit dans plusieurs langues, puis évoqué lors de ses invitations à Cinq colonnes à la Une sur

ORTF.

Sa mémoire visuelle et ses talents de conteuse populaire sont remarquables, comme oratrice d'un des premiers grands meetings à la Mutualité sur le sujet, devant plus de 2 000 personnes, pour dénoncer les premiers bombardements des États-Unis opérés le 7 février 1965 puis le 23 mars 1966 participe avec un millier de marxistes-léninistes et communistes tiers-mondistes à un sit-in Place de l'Opéra, malgré l'opposition du service d'ordre de son parti le PCF.

En août 1969, dans L'Humanité, elle estime que la projection dans sept grandes salles d'exclusivité du film Les Bérérets verts, qui glorifie la guerre menée par les États-Unis, au moment où Paris héberge une conférence à quatre destinée à ramener la paix au Viêt Nam, est "une provocation (...) et une insulte aux résistants de notre pays".

En 1972, lors des bombardements américains sur la ville portuaire de Haiphong, elle est l'une des toutes premières journalistes à se rendre sur place.

À son retour de la guerre du Viêt Nam qui vient de s'achever en 1973, affectée par la maladie puis la mort de sa mère, elle se sent "en dette envers les infirmières, les aides-soignantes, envers ces "femmes de ménage en blanc", les agents hospitaliers hier encore nommés "filles de salle", surexploitées, sous-payées, plus près peut-être des malades que quiconque. Silencieuses". Elle décide alors de raconter leur quotidien dans Les linges de la nuit, livre-témoignage vendu à plus d'un million d'exemplaires en 1974. Conseillée par Paul, son ami du réseau de résistance des étudiants en médecine, elle se fait embaucher incognito, sous le nom de "Marthe", comme aide-soignante et travaille sans être reconnue



pendant plus d'un mois en chirurgie cardio-vasculaire, puis en réanimation chirurgicale et dans divers hôpitaux, en décrivant sa journée chaque soir dans un journal de bord. "Je voulais leur régler ma dette.", racontera-t-elle. Son but n'est pas d'en tirer un reportage exclusif mais d'être discrètement à l'écoute d'un personnel "épuisé, mal payé, trop peu nombreux", sur qui "reposent des responsabilités énormes", avec la difficulté de "respecter la hiérarchie des tâches", parmi lequel "chacun peut être appelé un jour ou l'autre à intervenir, vite, à la place d'une autre".

En septembre 2022, après un passage aux urgences à l'hôpital Lariboisière, elle adresse une lettre ouverte au directeur de l'APHP, déplorant notamment "être restée 24 h sur le même brancard, sans rien manger, dans un no man's land" et précisant : "Ma mésaventure, c'est une histoire quotidienne dans l'hôpital en France".

Le 13 février 1991, lors d'un colloque au Sénat, l'ex-secrétaire d'État et officier lors de la guerre d'Indochine Jean-Jacques Beucler lance une polémique

contre Georges Boudarel, l'un des 2 081 soldats de l'armée française qui ont rallié le Viêt Minh. Elle obtient de l'Agence France-Presse un démenti catégorique de l'affirmation selon laquelle elle en aurait fait partie.

Elle ne racontera publiquement son engagement dans la Résistance qu'à partir de 1994, pour les 50 ans de la Libération. Devant son refus jusque-là, Raymond Aurbac le lui demande et elle accepte, pour ne pas laisser tomber dans l'oubli ses "copains" morts dans les luttes qui furent les leurs. Des milliers d'enfants ont reçu sa visite.

Avec une trentaine d'autres anciens du mouvement de résistance Front national, elle soutient en 1999 la démarche de Charlie Hebdo "tendant à mettre fin à toute usurpation, présente et à venir, de l'appellation" par le Rassemblement national. Aux législatives de 2024, elle a soutenu le NFP, se réjouissant d'avoir connu deux Fronts populaires.

Madeleine Riffaud est morte le mercredi 6 novembre 2024, à l'âge de 100 ans, à Paris (France). (Avec fr.wikipedia.org. Fin)

AGENDA

"Les Prix Littéraires du Togo" 2024 pour le 14 décembre prochain

L'évènement littéraire de l'année qu'est "Les Prix Littéraires du Togo 2024" est attendu pour le 24 décembre prochain à la salle Hibiscus de l'Agora Senghor. L'annonce a été faite par les organisateurs. Pour cette nouvelle édition, il est dénommé "Grand Prix Littéraire Amitié Maroc-Togo".

L'association des Journalistes pour la Critique Littéraire et d'Art au Togo (JCLATogo) qui est l'initiatrice de l'évènement annonce à pour objet le rayonnement de la littérature togolaise et de ses acteurs. Ce prix consiste en la sélection par le jury de l'évènement d'un ouvrage qui a marqué l'année et que ce dernier juge qualifié pour le prix. Selon l'organisation, pour cette édition, ce n'est pas forcément un livre publié cette année. Les différentes distinctions seront : le "Grand Prix Littéraire du Togo", le "Prix Littéraire : Plumes d'or", "la Meilleure plume au féminin" puis le "Grand Prix Littéraire Amitié Maroc-Togo".



Prix 2018 (archives)

Notons que cette édition 2024 vise à témoigner de l'excellence des relations entre le Togo et le Maroc. On annonce que le "Grand Prix Littéraire Amitié Maroc-Togo" sera remis par l'Ambassadeur du Maroc au Togo.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D. Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

5^e RECENSEMENT NATIONAL DE L'AGRICULTURE (RNA 5) Des données fiables et désagrégées pour booster le secteur

Depuis le 1^{er} Décembre, la phase de collecte des données du 5^{ème} Recensement National de l'Agriculture (RNA 5) a débuté sur toute l'étendue du territoire national. Pendant 3 semaines (jusqu'au 23 Décembre), près de 4 000 agents recenseurs vont collecter les données directement auprès des exploitants agricoles.

F. Woussou

Dans un contexte mondial marqué par des défis liés à la recrudescence des phénomènes météorologiques, à la flambée des prix des denrées alimentaires et aux crises sanitaires qui ont des répercussions sur l'agriculture, le gouvernement togolais s'est résolument engagé à renforcer la résilience du secteur agricole, à travers la mise à jour des données et statistiques nécessaires à la promotion et à l'adoption de pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement.

Au ministère de l'agriculture, on informe que l'objectif de ce recensement agricole est de mettre à la disposition du Gouvernement et des intervenants du secteur agricole,

liorer l'accès au financement et au marché. La mise en œuvre de ces projets requiert donc des données fiables et désagrégées. « **A travers ce recensement, des bases solides nécessaires seront posées en vue de l'amélioration de la production et de la diffusion des statistiques agricoles, indispensables à la conception et au pilotage des politiques, programmes et projets de développement dans le secteur** », a déclaré Lékpa Gbégné, le ministre de l'agriculture.

Il a rappelé qu'en 2012, le Gouvernement avait réalisé, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le quatrième recensement national de l'agriculture (RNA 4), deux ans après le 4^e recense-

ment de la population et de l'habitat (RGPH 4). Ce recensement a permis de mettre en place le système permanent d'enquête (SPE).

Aujourd'hui, il y a lieu de constater que l'échantillon du SPE a évolué en raison de la croissance démographique, de l'augmentation des emblavures liée notamment à la mise en place des zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP) à travers tout le pays, de la promotion de nouvelles spéculations agri-

coles, des mouvements migratoires de certains producteurs, des décès, de la promotion de taxi moto dans les zones rurales et d'une potentielle déperdition en main-d'œuvre agricole. En outre, selon les recommandations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), chaque pays devrait réaliser un recensement de l'agriculture tous les dix (10) ans.

A travers ce recensement, des bases solides nécessaires seront posées en vue de l'amélioration de la production et de la diffusion des statistiques agricoles, indispensables à la conception et au pilotage des politiques, programmes et projets de développement dans le secteur. « **Il s'agira plus spécifique-**



ment général de la population et de l'habitat (RGPH 4). Ce recensement a permis de mettre en place le système permanent d'enquête (SPE).

Aujourd'hui, il y a lieu de constater que l'échantillon du SPE a évolué en raison de la croissance démographique, de l'augmentation des emblavures liée notamment à la mise en place des zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP) à travers tout le pays, de la promotion de nouvelles spéculations agri-

ment de faire la cartographie du secteur ; mettre en place le système permanent intégré de statistiques agricoles ; développer un système moderne de diffusion et d'archivage des statistiques agropastorales ; fournir aux acteurs publics, privés, bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'aux organisations de producteurs et à la société civile, des données statistiques fiables », a précisé le ministre Gbégné.

FACE CACHÉE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Un cri d'alarme pour les adolescentes en Afrique subsaharienne

Etonam Sossou

L'Unicef tire la sonnette d'alarme sur une crise silencieuse dans la lutte contre le VIH/sida : en 2023, 70% des jeunes âgés de 15 à 19 ans nouvellement infectés par le virus étaient des filles, un taux qui grimpe à 90% en Afrique subsaharienne. Ce déséquilibre pourrait compromettre les progrès récents réalisés contre la pandémie mondiale, avertit l'agence à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée



chaque 1^{er} décembre.

Une prévention et un soutien encore insuffisants

Malgré une réduction globale du nombre d'infections chez les en-

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS FONCIERS Avant la justice, désormais, 03 modes alternatifs s'imposent

Late Pater

Les conflits fonciers restent un problème brûlant au Togo et le contentieux auprès des juges togolais est occupé à 75% par des problèmes fonciers. Voire à 80%, selon le rapport de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Ils naissent des ventes illicites, de la spéculation foncière, de la contestation des réserves, de l'appropriation par les tierces personnes, de la dépossession, de la pluralité de titres de propriété pour une même parcelle. Concentrés dans les grandes villes, et particulièrement à Lomé, ces litiges en matière foncière prennent la forme de double ou multiple vente et opposent régulièrement soit des acquéreurs et des propriétaires, soit deux ou plusieurs acquéreurs ou encore des descendants et les acquéreurs. Dans les zones rurales, on voit plus généralement des conflits d'héritage de terre, de limitation de parcelle, de droit de propriété entre autochtones et allogènes, de non reconnaissance du droit d'accès des femmes à la terre. Comme un véritable brasier, les problèmes fonciers sont un élément de déstabilisation de l'unité nationale, s'accorde-t-on à dire. Et pour résoudre tout ça, le bras de fer débouche parfois sur des affrontements violents. Chez certains, c'est par des moyens mystiques. Mais presque tous, directement ou concomitamment, continuent de saisir la justice même si les règlements judiciaires des litiges fonciers accouchent des verdicts qui font largement moins l'unanimité, au point où le ministre de la justice disait lors d'un atelier : « ces litiges conduisent les membres d'une communauté ou d'une même famille à s'affronter farouchement, à se haïr. Les assises sont destinées à vous aider à avoir une meilleure approche ju-



ridictionnelle afin de donner satisfaction aux nombreux justiciables qui parfois déplorent certaines décisions de justice rendues à leur détriment ».

Désormais, l'Exécutif veut explorer une autre voie pour faire baisser le fort taux de litiges fonciers que traîne l'appareil judiciaire et, en même temps, agir sur ce facteur cohésion sociale. Le 23 août 2024, les ministres Mipamb Nahm-Tchougli (justice et législation) et Yawa Djigbodi Tsegan (urbanisme, habitat et réforme foncière) ont pris un arrêté conjoint pour abroger les dispositions antérieures contraires et fixer trois (3) modes alternatifs de règlement des différends fonciers qui s'imposent aux justiciables c'est-à-dire les parties en conflit et aux juges, préalablement à tout recours à la justice. Il s'agit de l'**arbitrage, la conciliation et la médiation**.

« Toute saisine de juridictions est obligatoirement précédée de l'un des modes alternatifs de règlement de différends. Avant tout enrôlement de dossier en matière foncière, le tribunal saisi s'assure que les parties ont préalablement eu recours à un des modes alternatifs de règlement de différends prévus par le présent arrêté. A défaut de recours préalable à un des modes alternatifs de règlement de différends par les parties, le tribunal procède, avant l'enrôlement de l'affaire, à une tentative de conciliation. En cas d'accord, le président dresse un procès-verbal de conciliation signé par les parties, dont une expédition est revêtue de la formule exécutoire. En cas de non conciliation, le président constate l'échec et notifie aux parties, avant toute diligence, la faculté qu'elles ont de recourir à la médiation ou à l'arbitrage », indiquent les deux officiels.

Par définition, l'arbitrage est la procédure par laquelle les parties donnent pouvoir à un ou plusieurs arbitres, qui remplissent la fonction de « juge privé » et ont pour mission principale de trancher le conflit sans passer par les tribunaux traditionnels.

La conciliation est le processus selon lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en choisissant de faire appel à un tiers, un conciliateur, en vue de parvenir à résoudre amiablement leurs différends.

Enfin, la médiation est tout processus, quel que son appellation, dans lequel les parties demandent à un tiers de les aider à parvenir à un règlement amiable d'un litige ou différend.

et de soutien adéquates. Ces inégalités d'accès les rendent particulièrement vulnérables et creusent davantage l'écart avec leurs homologues masculins. « Les enfants et adolescents ne bénéficient pas pleinement des avancées dans l'accès aux traitements et aux services de prévention », souligne Anurita Bains, directrice adjointe de l'Unicef pour le VIH/sida. « Il est crucial d'investir dans des ressources spécifiques pour répondre à leurs besoins, y compris des technologies innovantes (suite à la page 6)

RÉOUVERTURE DE L'HÔTEL-ÉCOLE LÉBÈNÈ

A l'avenir, un pôle d'excellence pratique en hôtelière et une vitrine pour le cacao togolais

Late Pater

Dans sa cure de jouvence, qui a nécessité une fermeture pour des travaux depuis mai 2022, Lébénè ne portera jamais aussi bien son statut d'hôtel-école dès sa réouverture imminente. Ce qui sous-entend un focus sur la formation. L'hôtel-école Lébénè fut la première école hôtelière en Afrique de l'ouest. Nathalie Bitho, l'administratrice provisoire, veut aujourd'hui réaliser une innovation complète de l'établissement et le transformer en un pôle d'excellence en formation hôtelière et en une vitrine pour le cacao togolais. C'est un exercice pour revivre ce moment de gloire. Ce 29 novembre 2024, Nathalie Bitho était la cheffe d'orchestre d'un cocktail et d'une dégustation de chocolat gracieusement offerts autour d'un film. La

soirée a été accompagnée par le Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE-UK), le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) et la Fédération des Associations de l'Hôtellerie et la Restauration (FAHR).

L'hôtel-école Lébénè va rouvrir dans les prochains jours. Mais, avant, une soixantaine d'élèves cuisiniers choisis dans les principales villes du Togo ont été formés, pendant trois jours, sur la préparation de différents aliments et boissons à base de chocolat. La formation a été assurée par le consultant international en chocolat David Greenwood-Haigh, un chef chocolatier britannique. A la base, des lacunes pratiques sont notées chez les stagiaires en hôtellerie, malgré leur bonne base en théorie. Nathalie Bitho explique : « nous voulons rouvrir l'école au sein de l'hôtel parce

que nous avons constaté des carences dans la pratique avec les stagiaires que nous recrutons. Notre objectif est de proposer un recyclage pour les professionnels et de développer une expérience touristique unique autour du cacao. Tenez, les stagiaires ont sûrement fait une bonne théorie dans les écoles ; ce que nous apprenons à l'école hôtelière, ce n'est pas ce que nous faisons à la maison. Nous avons constaté que les gens mettent six mois et ils n'ont pas encore acquis vraiment la pratique en la matière alors que la personne est arrivée avec un grand diplôme. Pendant les trois jours, les participants ont alterné théorie et pratique. Ils ont appris à cuisiner avec du cacao, et c'est ce que vous avez dégusté ce soir. Nous voulons non seulement promouvoir le secteur du cacao au



Nathalie Bitho lors de la soirée de dégustation

Togo, mais aussi renforcer les compétences pratiques des pro-

fessionnels de l'hôtellerie». Et d'insister : « notre objectif, en ouvrant

l'école au sein de l'hôtel école Lébénè, c'est même faire en sorte que les pays voisins puissent venir chercher nos parents pour leur apporter ce savoir-faire. D'où l'intégration de l'école au sein de l'hôtel Lébénè. Ça ne sera pas l'hôtel où on arrive et on commence, mais on arrive et on fait surtout de la pratique parce qu'on a déjà appris la théorie».

Du côté du CCFCC, c'est toujours la promotion de la transformation du cacao de qualité produit au Togo et de la consommation locale qui continue.

PROTECTION DE LA CÔTE TOGOLAISE, SEGMENT GBODJOMÉ-GOUMOUKOPÉ

Des brises lames immergées, plutôt que des épis

Conformément aux dispositions de l'arrêté n°0010/MERF/SG du 23 mars 2021. Les membres du comité de pilotage du projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP) se sont retrouvés, le 28 novembre à Agbodrafo pour la deuxième réunion ordinaire de l'année, la rencontre de l'année visait à analyser les performances obtenues en lien avec le plan de travail et de budget annuel (PTBA) 2024 et adopter le PTBA 2025 proposé par l'unité de gestion du projet WACA.

F. Woussou

En ce qui concerne le PTBA 2025, 95 activités ont été retenues pour un budget de de 7 milliards de FCFA. Il vise à combler les retards relevés au niveau des cibles des indicateurs du cadre de résultats, à opérationnaliser les unités de transformation des produits agricoles et à réaliser les études préparatoires des travaux de protection côtière sous financement AFD et Invest International. « Pour atteindre ces objectifs, le budget proposé tourne autour de 7 milliards, mais il sera clairement défini après les nouvelles orientations de l'état », fait-on savoir au niveau du comité de pilotage du projet WACA Togo.

Au titre des informations, le coordonnateur du projet, Dr ADOU RAHIM ALIMI Assimio, a expliqué au comité que les travaux de l'AFD risqueraient de connaître un changement. Au lieu des épis sur le segment Gbodjomé-Goumoukopé, le gouvernement veut opter pour les brises lames immergées.

La deuxième information donnée par le coordonnateur, c'est la présence de l'armée de suivi des projets depuis octobre au sein de l'UGP. DANSOU Mivoïn, chargé de suivi du projet WACA, a expliqué l'intérêt pour la présidence de mettre cette cellule en place pour aider les 17 projets financés par la Banque Mondiale dont WACA à atteindre un décaissement acceptable pour les crédits voire 100% pour les dons. « Le PTBA



2025 adopté ce jour sous réserve de la prise en compte des observations faites par les membres du comité, une fois finalisé sera soumis à la Banque Mondiale pour demande d'avis de non objection », précise-t-on.

Quant au PTBA 2024, révisé pour cause de restriction budgétaire, il a permis de financer 120 activités sur les 121 programmées, pour un montant de 3 036 23 2241FCFA à la date du 30 novembre 2024. C'est ce qu'a révélé le comité technique lors de sa réunion, précédant celle du comité de pilotage. En termes d'exécution des activités, 57 ont été complètement exécutées, 63 en cours de réalisation et 1 non encore démarrée. Ce qui donne un taux d'exécution physique de 83 % et financière de 55,35%. « Indépendamment de la volonté de l'UGP, la seule activité non démarrée concerne les travaux du segment de côte Gbodjomé-Agobdrafo avec financement AFD », a précisé Dr ADOU RAHIM ALIMI Assimio.

BABALE Wadouféi SG du ministère de l'économie maritime et

de la protection côtière et président du comité de pilotage a demandé que l'UGP du projet WACA Togo poursuive ses efforts afin que les 63 autres activités en cours soient totalement exécutées.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME SEUIL

Clap de fin du projet TIC

Le 14 février 2019, le Togo et les Etats-Unis, à travers le Millennium Challenge Corporation (MCC), ont conclu l'accord de don du Programme Seuil composé de deux projets : le projet TIC et le projet LRAP. Le montant total du Programme Seuil est de 35 millions de dollars américains. En interne, le gouvernement a créé l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account-Togo (OMCA-Togo) et lui a confié la mise en œuvre des activités du Programme Seuil. Plus de cinq ans plus tard, c'est par le biais d'un communiqué que l'OMCA-Togo vient d'informer ses partenaires et l'ensemble de la population togolaise que le projet TIC du Programme Seuil a pris fin le 26 no-

vembre 2024. En conséquence, aucune activité ne sera plus mise en œuvre après cette date de fin de projet, écrit le directeur général, N'game Jeanne Bougonou.

L'objectif du projet TIC (doté d'un budget de 20,5 millions de dollars) est d'améliorer l'efficacité des entreprises, la productivité, les investissements et la croissance grâce à un accès amélioré aux services de téléphonie mobile et d'internet de haute qualité à un coût raisonnable au Togo. Pour ce faire, les quatre volets du projet visaient à améliorer la concurrence entre les prestataires des services des TIC existants et potentiels dans le secteur ; renforcer la régulation du secteur des TIC ; cibler des investissements et incitations, si néces-

saires, améliorer le service dans les zones autrefois non rentables ; et favoriser une plus grande utilisation des TIC dans le pays. Le projet TIC a aussi prévu de mettre en œuvre trois projets pilotes à savoir la distribution de téléphones portables aux femmes entrepreneures, aux chefs de villages, le raccordement des services administratifs, scolaires et de santé en vue d'améliorer l'accès aux services TIC par un grand nombre de personnes au Togo.

Le cabinet KPMG est l'assistant technique du projet de concurrence accrue au bénéfice des consommateurs, de régulation indépendante et d'accès élargi dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication

l'opération durable des Nations unies et sur le Cadre de financement durable du pays. Ces secteurs comprennent : la préservation de la biodiversité terrestre et aquatique?; l'adaptation au changement climatique?; l'agriculture, la foresterie et la pêche durables?; la prévention et le contrôle de la pollution?; l'accès à une énergie décarbonée, fiable et abordable?; la souveraineté et la sécurité alimentaires?; les services éducatifs?; le soutien à l'emploi, l'inclusion financière et l'autonomisation économique?; la connectivité et l'inclusion numérique?; ainsi que les filets de sécurité sociale et la réduction de la pauvreté.

Ahmed Attout, directeur du développement du secteur financier du Groupe de la Banque africaine de développement a indiqué que l'intervention de la BAD contribuera à l'approfondissement des marchés financiers grâce au tout premier financement durable du Togo, ainsi qu'à l'élargissement et à la diversification de la base d'investisseurs du pays. "La garantie partielle de crédit proposée renforcera la préparation du pays à des efforts similaires de levée de fonds avec des niveaux de couverture inférieurs ou à ses propres risques, car les investisseurs internationaux se familiariseront avec le risque de crédit du Togo grâce à la GPC proposée?", a-t-il expliqué.

On souligne que le projet est également aligné sur la feuille de route gouvernementale 2020-2025 du Togo, un document stratégique national définissant des objectifs de croissance inclusive et durable, ainsi que sur les priorités du Fonds africain de développement visant le développement d'infrastructures de qualité, durables et résilientes au changement climatique, ainsi que la gouvernance, le renforcement des capacités et la gestion durable de la dette dans les pays bénéficiaires.

A en croire Wilfrid Abiola, chef du bureau pays du Groupe de la Banque africaine de développement pour le Togo, cette opération permettra de soutenir les ef-

(suite à la page 7)

FOOTBALL/

La FIFA organise un séminaire sur la gouvernance financière à Rabat

Du 28 et 30 novembre 2024, la FIFA a organisé un séminaire sur la gouvernance financière à Rabat au Maroc. L'événement a réuni les secrétaires généraux et les directeurs financiers de certaines fédérations, ainsi que plusieurs représentants de la Confédération Africaine de Football (CAF). Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la FIFA en faveur d'une meilleure gouvernance financière et du renforcement des compétences au sein des fédérations.

Hervé A.

Des représentants de la Guinée Equatoriale, de la Guinée Bissau, de Guinée, du Sénégal, du Burundi, du Cameroun, des Comores, de la Mauritanie, du Madagascar, du Sao Tomé et du Togo ont pris part aux différentes sessions, conçues pour les aider à renforcer leurs systèmes de gestion financière et garantir une utilisation efficace des fonds de développement de la FIFA. Le séminaire s'est déroulé sous l'égide du nouveau programme FIFA CAMPUS, qui rassemble toutes les activités éducatives proposées dans le cadre des initiatives de renforcement des compétences et de formation pour les fédérations.

Les participants ont pu s'initier à une approche concrète, établie à partir du Guide de gouvernance financière de la FIFA. Ils ont également pris part à des échanges sur des sujets importants comme la procédure d'audit central, le reporting financier, la préparation du budget et le contrôle opérationnel. Les sessions ont permis de mettre en avant l'importance de concepts comme la responsabilité, la transparence et la bonne gestion financière dans le cadre du pro-



gramme FIFA Forward, qui fait office de moteur pour le développement du football depuis 2016.

"Chaque année, nous menons un audit central de toutes les fédérations et confédérations, dans le cadre de FIFA Forward", a expliqué Christophe Suppiger, Directeur du Département Gouvernance financière. "L'objectif de ce séminaire et du Guide de gouvernance financière est d'aider les fédérations et les confédérations à préparer au mieux cet audit central mais aussi, à plus long terme, d'encourager l'adoption de bonnes pratiques en matière de gestion financière au sein des fédérations."

Le séminaire est un élément essentiel au service de la FIFA, qui doit s'assurer que chaque fédération possède les compétences nécessaires pour bien gérer les fonds de développement qui lui sont attribués - notamment dans le cadre du programme FIFA Forward. Ce dernier est à l'origine d'investissements importants dans les infrastructures de football, le football de jeunes et le développement technique, partout dans le monde. Il est donc essentiel de veiller à ce que ces sommes soient gérées efficacement, de façon à assurer la croissance à long terme du football.

Le séminaire a fait le choix de la variété avec, au programme, des pré-

sentations et des réunions bilatérales. Les participants ont pu se pencher sur des études de cas concrètes et des exercices pratiques ou encore participer à des discussions en groupe. Cette expérience d'apprentissage complète était avant tout conçue pour répondre à leurs besoins.

La participation de plusieurs membres de l'équipe de la CAF a enrichi le séminaire en recentrant les débats sur les défis et les solutions au niveau régional. De par sa nature collaborative, ce rendez-vous a facilité le partage de connaissances entre les fédérations, tout en mettant en avant les meilleures pratiques.

BREVES

La Russie exclue du tirage au sort

La Russie peut déjà tirer un trait définitif sur le Mondial de football 2026 aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. La FIFA a publié jeudi 28 novembre la composition des différents chapeaux pour le tirage au sort des éliminatoires de la zone Europe, prévu le 13 décembre à Zurich.

La Russie n'y figure pas. Elle est donc exclue de fait de la compétition, avant même sa phase initiale en Europe. L'instance mondiale l'explique dans un communiqué : "À la suite de la publication du classement mondial masculin plus tôt dans la journée, la procédure et les têtes de séries ont été confirmées en vue du tirage au sort préliminaire de l'UEFA pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026."

Le chapeau 1, où sont regroupées les têtes de série, comprendra les huit quarts-de-finalistes de la Ligue des Nations de l'UEFA - la Croatie, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne - plus les quatre nations européennes les mieux classées, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et l'Autriche. Les équipes restantes sont réparties dans les chapeaux 2 à 5 en fonction de leur position au classement mondial.

L'Inde revoit ses plans

Changement de cap pour la candidature de l'Inde aux Jeux olympiques et paralympiques d'été en 2036. Selon le Times of India, le projet initial serait en train de changer, au moins sur le plan géographique. Longtemps pointées en tête des options les plus réalistes, Mumbai et Ahmedabad, dans l'Etat du Gujarat, ne seraient plus les premiers choix des porteurs de la candidature.

La tendance serait désormais plutôt de construire le dossier autour de Delhi, la capitale nationale, et de la ville d'Agra, connue mondialement pour abriter le Taj Mahal (photo ci-dessus). Plusieurs arguments feraient actuellement pencher la balance vers cette option : la qualité et la densité des transports, notamment aériens, l'attrait touristique, et surtout la possibilité d'utiliser les nombreux terrains disponibles pour construire ou installer les sites de compétition.

La présence du Taj Mahal, notamment, est mise en avant par le Times of India comme un choix naturel, voire incontournable, pour symboliser la candidature indienne, auprès du CIO mais également à l'international.

La parité n'est pas encore médiatique

Le CIO l'a répété sans lassitude : les Jeux olympiques de Paris 2024 ont été les premiers de l'histoire à respecter la parité hommes/femmes quant à la participation. Mais une étude le démontre : la couverture médiatique de l'événement n'a pas suivi la même évolution. Les athlètes féminines restent encore à distance de leurs homologues masculins.

L'agence de recherche, de contenu et de création Redtorch rapporte que seulement 43 % des articles de presse consacrés aux compétiteurs pendant les Jeux de Paris 2024 ont concerné les femmes, contre 57 % pour les athlètes masculins. Mais, à l'inverse, le contenu publié sur les réseaux sociaux par les athlètes féminines a totalisé 53 % de l'engagement total sur TikTok et Instagram, dépassant celui créé par les hommes (47 %). Conclusion : les femmes intéressent moins les médias que les hommes, mais elles sont plus suivies par le public, ou tout au moins se "connectent plus efficacement avec leur public" sur les médias sociaux.

Autre découverte de l'enquête menée par Redtorch : l'écart entre la couverture médiatique des femmes et celle des hommes a été le plus prononcé chez les diffuseurs, avec seulement 39 % des reportages sur Paris 2024 concernant les compétitrices, contre 61 % pour les hommes. Même déséquilibre dans le contenu et les reportages produits par les fédérations internationales et par les sponsors, qui privilégient les athlètes masculins dans respectivement 59 % et 58 % des articles.

Fecafoot : Une révision des statuts qui ne passe pas

Président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) depuis décembre 2021, Samuel Eto'o a récemment fait voter une mesure lui permettant d'étendre potentiellement sa présence au pouvoir.

Le 16 novembre dernier, l'Assemblée générale de la Fecafoot a en effet procédé à une modification de ses statuts. Parmi les textes qui ont été remodelés, on trouve celui relatif au nombre de mandats maximum autorisés. Jusqu'à présent, celui-ci était de deux. L'AG a modifié le règlement et ce nombre a été porté à trois mandats. Autrement dit, si le meilleur buteur de l'histoire des Lions Indomptables est réélu en 2025 puis en 2029, ils pourraient s'accrocher au pouvoir et porter son "règne" à douze ans, jusqu'en 2033 !

Forcément, ce scénario n'est pas du goût de tout le monde, et notamment d'Abdouraman Hamadou Babba, opposant de longue date aux derniers présidents de la Fecafoot. Le boss de l'Etoile Filante de Garoua estime que la modification des statuts n'est pas encore effective et qu'elle le deviendra si et seulement si le ministère des Sports, organisme de tutelle de la Fecafoot, décide de l'entériner.

"Selon l'article 7 de la loi n° 2018/014 du 11 juillet 2018 portant organisation et promotion des activités physiques et sportives au Cameroun, pour leur entrée en vigueur, les statuts et règlements des fédérations sont soumis à un contrôle de conformité du Ministère en charge des sports, aussi bien lors de leur adoption que de leur modification", a fait remarquer le dirigeant ce dimanche sur sa page Facebook.

"Il apparaît donc clairement qu'il revient au Ministère des Sports et de l'Education Physique de vérifier si les changements apportés aux Statuts de la Fecafoot, en date du 16 novembre 2024, sont conformes aux lois et règlements en vigueur au Cameroun. Ces changements ne peuvent donc en aucun cas entrer en vigueur sans l'avis de conformité du Ministère des Sports et de l'Education Physique. En conséquence, ce sont les Statuts de la FECAFOOT adoptés le 10 octobre 2023 qui restent en vigueur et qui sont opposables aux acteurs du football camerounais", a conclu l'opposant.

ATHLETISME/

Hassan et Tebogo sur le toit du monde

La Fédération internationale d'athlétisme (World Athletics) a dévoilé dimanche 1er décembre à Monaco le palmarès complet de ses trophées annuels. Les deux lauréats du titre d'Athlète mondial de l'année ne sont pas les plus attendus.

Chez les hommes, le favori des pronostics, Mondo Duplantis, a été devancé par Letsile Tebogo, le sprinteur du Botswana, sacré champion olympique du 200 m aux Jeux de Paris 2024. Côté féminin, où le prix ne semblait pas pouvoir échapper à l'Américaine Sydney McLaughlin-Levrone, le jury et le public se sont accordés pour désigner plutôt la Néerlandaise Sifan Hassan, choisie pour son historique triplé dans la capitale française : médaille d'or au marathon, de

bronze au 5.000 m et au 10.000 m.

Pour le reste, le palmarès se révèle plus convenu, avec les victoires de Mondo Duplantis et de l'Ukrainienne Yaroslava Mahuchikh dans la catégorie des concours, de Letsile Tebogo et Sydney McLaughlin-Levrone dans les courses sur piste, de l'Ethiopien Tamirat Tola et de Sifan Hassan dans les épreuves hors stade. Victoire éthiopienne également dans la catégorie des révélations de l'année, chez les femmes, avec la

jeune Sembo Almayew, 5ème en finale olympique du 3.000 m steeple.

Dans la même catégorie, le trophée est revenu chez les hommes au sauteur en longueur italien Mattia Furlani, médaillé d'argent chez les seniors aux championnats d'Europe à Rome, puis de bronze aux Jeux de Paris 2024. A Monaco, dimanche 1er décembre, World Athletics a également décerné son prix du Président à l'Américain Phil Knight, cofondateur de Nike, "en reconnais-

sance de son soutien constant à l'athlétisme et au développement de ce sport".

Le prix de la réussite de l'entraîneur a été remis au Britannique Trevor Painter, le trophée de la femme de l'année a récompensé Renée Washington, alors que Michael Steele a reçu le prix de la meilleure photo d'athlétisme. Enfin, pas de surprise avec la victoire de l'USATF (USA Track & Field) dans la catégorie de la fédération nationale.

ESCRIME/

Alisher Usmanov, un retour comme une évidence

Il est venu, il a vaincu. Sans l'ombre d'une angoisse, comme une évidence. Puis, le travail fait et la victoire en poche, il est reparti. Moins de trois ans après avoir été forcé à un pas en arrière, Alisher Usmanov a été réélu samedi 30 novembre à la présidence de la Fédération internationale d'escrime (FIE).

Difficile de trouver meilleur lieu pour un retour en grâce : l'élection s'est déroulée à Tachkent, en Ouzbékistan, patrie de naissance du milliardaire russe. Présenté dans sa fiche de candidature comme un philanthrope (il refuse le terme d'oligarque), Alisher Usmanov jouait à domicile. Toujours bon à prendre lorsqu'il est question d'un scrutin fédéral. Mais que les choses soient claires : l'affaire était pliée avant même l'ouverture du vote.

Elu une première fois en 2008, reconduit depuis sans opposition, mais contraint de se mettre en retrait par une volée de sanctions décidées par l'Union européenne après le déclenchement du conflit en Ukraine, Alisher Usmanov avait course gagnée plusieurs semaines avant le congrès annuel de la FIE.

Il avait obtenu le soutien écrit de 103 fédérations nationales sur tous les continents, issues de pays aussi divers que l'Irlande, l'Inde, la Chine, Israël, la Palestine, les Philippines, la Roumanie, l'Afrique du Sud, la Grèce, l'Islande, la Jamaïque et le Costa Rica. Les deux tiers, à quelques unités près, des nations membres de la FIE. L'annonce d'un plébiscite pour un retour aux commandes de l'escrime internationale, après l'in-

térim de plus de deux ans assuré par le Grec Emmanuel Katsiadakis.

En face, un seul rival. Un courageux, l'ancien escrimeur olympien Otto Drakenberg, 58 ans, ex président de la Fédération suédoise d'escrime. Nominé pour l'élection par seulement deux fédérations nationales, la Suède et la Lettonie, il avait fait le choix de se présenter à l'élection pour offrir une autre alternative. Sans grandes illusions, et peu de moyens, mais avec audace.

Les résultats l'ont illustré sans ambiguïté : l'audace n'a pas payé. Alisher Usmanov, 71 ans, a obtenu 120 voix, contre 26 pour Otto Drakenberg. Le Suédois l'a expliqué plus tard dans un communiqué : "Je suis très heureux que nous ayons pu montrer que le soutien à M. Usmanov n'est pas unanime. Dans les pays nordiques et baltes, nous sommes unis dans nos opinions et c'est important." Il a également relevé, dans le même communiqué, que son vainqueur du jour a assisté seulement à une séquence du congrès de la FIE, l'élection à la présidence, quittant la salle dès l'annonce du résultat.

Alisher Usmanov, de son côté, s'est fendu d'une déclaration envoyée aux médias un peu plus tard dans la journée.

"Je suis reconnaissant à la famille internationale de l'escrime pour sa confiance et son soutien, qui m'ont convaincu que ma décision de me présenter à la présidence de la FIE était la bonne, souligne-t-il. Je ne pouvais pas ignorer l'opinion des 103 fédérations nationales qui ont soutenu ma candidature et je remercie chacune d'entre elles. Je veux assurer à tous un avenir radieux pour l'escrime et son développement dynamique. Je suis convaincue que notre sport bien-aimé est entré dans une nouvelle phase de prospérité et de victoires éclatantes. Je suis persuadé que l'escrime mérite de s'assurer une place sur le podium des sports olympiques les plus populaires, et cela est réalisable dans les années à venir."

Tout est dit. Mais une question demeure : comment le milliardaire russe, dont la fortune est estimée par l'index Bloomberg à 14,4 milliards de dollars, pourra-t-il présider la FIE alors qu'il est interdit de séjour dans plusieurs pays européens dont la Suisse, où se situe le siège de l'instance ? Pas simple.

Mais le Russe a déjà apporté un début de réponse : il entend bien faire sauter au plus vite les sanctions dont il est l'objet depuis plus de deux ans. "Comme



chacun le sait, je suis toujours soumis à des restrictions injustifiées, que je conteste actuellement devant les tribunaux, explique-t-il. A cet égard, je déclare que j'ai toujours agi dans le meilleur intérêt de la FIE et que je continuerai à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que les restrictions juridiquement infondées qui m'ont été imposées ne soient étendues à la FIE et à ses activités".

ASSOCIATION DES BOURSES AFRICAINES

L'évolution du secteur vue par Kossi AMENOUNVE, le Directeur Général de la BRVM

F. Woussou

Gaborone, la capitale du Botswana a accueilli la 27^e Conférence annuelle de l'Association des Bourses Africaines (African Securities Exchanges Association). Cette édition a rassemblé les principaux Présidents et Directeurs Généraux des Bourses Africaines, ainsi que les Présidents des Autorités de Régulations des Marchés de Capitaux Africains sur le thème « FOSTERING TRANSFORMATION IN CAPITAL MARKETS THROUGH INNOVATION ».

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) était représentée par Parfait KOUASSI, le Président du Conseil d'Administration, et Edoh Kossi AMENOUNVE, le Directeur Général de l'institution. Ce dernier, lors d'un panel sur le thème « The future of capital markets - A provoking prediction by Thought Leaders », a exposé son point de vue sur l'évolution du système financier mondial et des marchés de capitaux qui

se trouvent à un moment critique de leur histoire, sous l'influence des innovations technologiques, des exigences croissantes sur la soutenabilité ainsi que des crises et les conflits.

Dans son développement, Edoh Kossi AMENOUNVE a relevé le fait que la re-globalisation fait apparaître de nouveaux blocs, de nouvelles puissances et surtout de nouveaux circuits pour les flux de capitaux. La dérégulation, qui de plus en plus voulue car certains acteurs économiques veulent prendre leurs propres décisions et assumer leurs risques est une réalité. Tant qu'elle sera perçue comme un moyen de réduire les coûts d'intermédiation, le mouvement va s'accroître. L'Intelligence Artificielle est aussi un véritable « game changer » pour les marchés financiers. « **Il y a enfin, la jeunesse. Elle est nombreuse dans plusieurs régions du monde. Elle a un appétit de plus en plus prononcé pour le risque et le gain. Les marchés de**

capitaux doivent tenir compte de cette nouvelle donne sociale », fait observer le directeur général de la BRVM.

Face à ce contexte, le système financier mondial et les marchés de capitaux doivent se transformer profondément. Ils doivent être plus digitaux et plus orientés vers la satisfaction totale des investisseurs. Ils doivent également prendre sérieusement en compte les principes ESG avec de nouveaux produits et services en faveur du bien-être des populations et favorisant la résilience économique. On verra aussi de plus en plus l'apparition de cybertraders, cyberset managers, influenceurs qui vont challenger les acteurs traditionnels. Il faut désormais l'intégrer dans la stratégie de développement des



marchés de capitaux à travers le monde.

Les priorités pour le continent africain

A en croire le l'officiel de la BRVM, l'Afrique, pour tirer son épingle du jeu doit ériger en haute priorité les trois questions majeure

ci-après: L'éducation financière et boursière des populations particulièrement des jeunes et des femmes ainsi que le renforcement des capacités des entrepreneurs africains pour des secteurs financier et privé plus solides et créateurs de richesse durable ; L'innovation, en mettant en place l'écosystème nécessaire pour accompagner les initiatives africaines particulièrement des jeunes pour combler le gap qui existe avec les autres régions du monde ; L'intégration continentale, qui doit aller au-delà du commerce pour prendre en compte les volets bancaire et des marchés de capitaux.

« **Le futur sera meilleur pour ceux qui sauront se projeter le mieux en profitant de leurs atouts socioéconomiques tout en travaillant à réduire significativement l'impact de leurs faiblesses historiques, géographiques et géopolitiques** », a conclu le Directeur Général de la BRVM.

AVOIR UN GARÇON OU UNE FILLE COÛTE QUE COÛTE

Une idée qui continue à séparer des couples

Etonam Sossou

Dans de nombreuses familles togolaises, la pression sociale autour du genre des enfants demeure une réalité omniprésente. Si certaines familles accueillent filles et garçons avec le même enthousiasme, d'autres restent prisonnières d'une tradition où l'arrivée d'un enfant de sexe spécifique est perçue comme un impératif. Cette obsession, souvent centrée sur le désir d'avoir un garçon, fragilise de nombreux foyers et peut mener à des conflits ou même à des séparations.

"Je voulais un fils, elle m'a donné trois filles." Jean-Pierre, 42 ans, habitant de Lomé, raconte comment son mariage a basculé après la naissance de leur troisième fille : "Dans ma famille, on valorise les garçons. Ce sont eux qui portent le nom et héritent des terres. Quand ma femme a accouché de notre troisième fille, ma mère a commencé à m'encourager à chercher une deuxième épouse. J'aimais ma femme, mais la pression était trop forte. Aujourd'hui, nous vivons séparés, et je suis toujours à la recherche d'un fils."

"Pourquoi ne peut-il pas aimer nos filles comme elles sont ?" Pour Afi, 36 ans, enseignante, la quête d'un garçon a transformé son mariage en un cauchemar : "Mon mari et moi avons deux filles magnifiques.

Mais dès la deuxième grossesse, il m'a clairement dit qu'il voulait un garçon. Il s'est mis à consulter des guérisseurs et à acheter des potions censées 'garantir' un garçon. Quand j'ai accouché d'une autre fille, il est devenu distant. Aujourd'hui, il refuse de reconnaître qu'il est le problème, pas moi."

Les conséquences de la pression sociale

Dans les foyers, cette obsession pour un genre spécifique d'enfant peut mener à des conflits, des séparations, et parfois même à des actes extrêmes. Certains hommes vont jusqu'à prendre des secondes épouses ou à divorcer, croyant que le sexe de l'enfant est déterminé par la femme. De leur côté, les femmes, sous la pression, s'en remettent à des pratiques douteuses : recours à des tradipraticiens, consommation de potions ou prières incessantes dans des églises.

Selon des sociologues, cette pression découle d'une combinaison de facteurs culturels et économiques; La valeur symbolique du garçon, les filles et la dot et l'ignorance scientifique.

Heureusement, des voix s'élèvent pour remettre en question ces croyances. Des campagnes de sensibilisation menées par des ONG et des leaders religieux appellent à valoriser tous les enfants, indépendamment de leur sexe. "Un



enfant est une bénédiction, fille ou garçon", clame une campagne récente à Lomé.

Changer les mentalités ne se fera pas du jour au lendemain, mais il est urgent de briser ce cercle vicieux qui détruit des familles. Reconnaître l'égalité et la valeur de tous les enfants, filles comme garçons, est une étape cruciale vers une société plus juste et harmonieuse.

enfants qui détruit des familles. Reconnaître l'égalité et la valeur de tous les enfants, filles comme garçons, est une étape cruciale vers une société plus juste et harmonieuse.

FACE CACHÉE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Un cri d'alarme pour les adolescentes en Afrique subsaharienne

(suite de la page 3)

pour améliorer les tests et traitements.»

Les chiffres illustrent une disparité criante dans la prise en charge. Tandis que 77% des adultes vivant avec le VIH bénéficient d'une thérapie antirétrovirale, ce n'est le cas que pour 57% des enfants âgés de 0 à 14 ans et 65% des

adolescents de 15 à 19 ans. Cette lacune contribue à des taux de mortalité élevés : en 2023, plus de 90 000 enfants et adolescents sont décédés de pathologies liées au sida, dont 73% étaient âgés de moins de 10 ans.

En 2023, 250 000 nouvelles infections ont été enregistrées dans le groupe d'âge de 0 à 19 ans,

portant à 2,4 millions le nombre total d'enfants et d'adolescents vivant avec le VIH. L'Unicef insiste sur l'urgence de renforcer les initiatives ciblant les jeunes, en particulier les filles, et de réduire les obstacles structurels à l'accès aux soins.

Alors que le monde célèbre les avancées dans la lutte contre le

VIH/sida, les données révèlent un tableau contrasté. La bataille pour protéger les adolescentes, en particulier en Afrique subsaharienne, est loin d'être gagnée. Les efforts globaux doivent se recentrer sur cette population vulnérable, faute de quoi les gains des dernières années pourraient s'évaporer, remettant en cause l'espoir d'un avenir sans sida.

En un clic,
payez votre
TVM
par

TMoney

sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE

Une réalité préoccupante

Etonam Sossou

Bien que l'accès à des installations sanitaires décentes soit un droit humain fondamental, une grande partie de la population togolaise continue de faire face à des conditions précaires en matière d'assainissement. Ce problème est particulièrement visible dans les quartiers populaires, où les infrastructures sanitaires sont souvent inexistantes ou inadéquates.

Dans ces zones, les habitants vivent dans des conditions de promiscuité où les toilettes, souvent construites en matériaux provisoires, ne garantissent ni sécurité ni

hygiène. « Les adultes comme les enfants craignent que ces latrines s'effondrent, ils préfèrent souvent se laver derrière leur maison et déféquer dans des sacs plastiques », témoigne un habitant du quartier Agoè Minamadou à Lomé.

Claude, gérant d'une boutique dans le même quartier, décrit une situation alarmante : « Ici, il n'y a pas de latrines décentes partout. Les gens déféquent dans les rigoles, et ces eaux stagnantes dégagent de très mauvaises odeurs qui envahissent tout le quartier. »

Une pratique aux conséquences désastreuses

Selon les données de 2019 du

programme conjoint de suivi « Joint Monitoring Program » (JMP), seuls 16 % des Togolais ont accès à des latrines conformes aux normes. Ce chiffre cache de fortes disparités entre les zones rurales et urbaines, mais il met en lumière l'ampleur du défi à relever.

La défécation à l'air libre n'est pas qu'un problème esthétique ou social : elle constitue une grave menace pour la santé publique. Les déchets humains exposés contaminent les sols et les eaux, augmentant le risque de maladies comme le choléra, la typhoïde et les infections gastro-intestinales. Anatole, un autre habitant, dé-



nonce une autre pratique inquiétante : « Certains urinent ou déféquent dans des sacs en plastique ou des bouteilles, qu'ils jettent ensuite dans la rue ou sur les dépotoirs. Ces bouteilles, parfois récupérées, sont revendues, ce qui peut avoir des conséquences sanitaires graves. »

Conscient de la gravité de la situation, le gouvernement togolais, en collaboration avec les acteurs de la société civile, s'emploie à améliorer l'accès à des infrastructures sanitaires adéquates. Des campagnes de sensibilisation et des projets communautaires visent à encourager chaque foyer à installer une latrine résistante et hygiénique. Cependant, ces efforts restent insuffisants face à l'ampleur des besoins. La mobilisation des ressources financières et humaines ainsi qu'une volonté politique accrue seront nécessaires pour accélérer les progrès dans ce domaine.

SOUTIEN AU FINANCEMENT DURABLE AU TOGO

Une Garantie partielle de crédit (GPC) de 200 millions d'euros de la BAD

(suite de la page 4)

forts déployés par le Togo pour favoriser une croissance forte, équitable et inclusive. " Elle s'inscrit dans la droite ligne de l'objectif du Groupe de la Banque de contribuer à l'accélération de la transformation structurelle et de la diversification de l'économie togolaise afin de créer des emplois décents et à forte valeur ajoutée, et de renforcer la résilience socio-économique pour une croissance durable et inclusive ", a-t-il dit.

Il faut relever que sur place, la Bank Of Africa-Togo (BOA-Togo) vient de se positionner comme un acteur clé de la finance durable,

soutenant des projets respectueux de l'environnement et porteurs d'un développement inclusif. Désormais, elle intègre systématiquement les enjeux environnementaux et sociaux dans ses décisions de financement. Cette politique se traduit par un soutien prioritaire aux initiatives ayant un impact positif, telles que les projets liés aux énergies renouvelables, à la gestion durable des ressources, ou encore à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

A la BOA Togo, on relève que ces engagements s'alignent directement avec les Objectifs de

Développement Durable (ODD) des Nations Unies, affirmant ainsi

le rôle de la banque en tant que levier de transformation positive

pour les communautés qu'elle dessert.



ORA 2024










Opération rentrée assurée

LES PLUS BAS PRIX EN GROS ET EN DETAILS

Commande par sms et WathsApp au 93 70 52 94

Matériels de bureau - Fournitures scolaires - Livres - Bureautique - Informatique

Agoè sur le contournement, 3 mn à la descende du pont d'Agoè en direction de CIMTOGO, à côté de l'agence CEET Kégué en face de la station JNP

DATES	RÉSULTATS				
VENDREDI 29 - 11 - 2024	 <p>VENDREDI : 29 / 11 / 2024 TIRAGE N° 131 09H00</p> <p>83 88 46 35 14</p> <p>80 45 73 84 81</p>	 <p>VENDREDI : 29 / 11 / 2024 TIRAGE N° 832 13H00</p> <p>14 42 70 19 57</p>	 <p>VENDREDI : 29 / 11 / 2024 TIRAGE N° 74 18H00</p> <p>46 79 34 81 78</p>		
SAMEDI 30 - 11 - 2024	 <p>SAMEDI : 30 / 11 / 2024 TIRAGE N° 132 09H00</p> <p>48 58 51 37 11</p> <p>63 08 10 30 07</p>	 <p>SAMEDI : 30 / 11 / 2024 TIRAGE N° 388 13H00</p> <p>82 58 42 29 21</p> <p>13</p>	 <p>SAMEDI : 30 / 11 / 2024 TIRAGE N° 75 18H00</p> <p>38 02 08 73 72</p>		
LUNDI 02 - 12 - 2024	 <p>LUNDI : 02 / 12 / 2024 TIRAGE N° 133 09H00</p> <p>69 52 80 42 22</p> <p>87 23 29 84 56</p>	 <p>LUNDI : 02 / 12 / 2024 TIRAGE N° 1241 13H00</p> <p>73 50 20 66 05</p>	 <p>LUNDI : 02 / 12 / 2024 TIRAGE N° 74 18H00</p> <p>55 56 05 34 76</p>		
	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N° 1241 DE LOTTO DIAMANT DU 02 DECEMBRE 2024</p> <p>@ LOMÉ</p> <p># Point de vente 50656</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA</p> <p># Point de vente 70038</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA</p> <p># Point de vente 90091</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N° 388 DE LOTTO SAM DU 30 NOVEMBRE 2024</p> <p>@ LOME</p> <p># Point de vente 70534</p> <p>* Dix (10) supers gros lots de 2.500.000 FCFA</p> <p>GROS LOTS DU TIRAGE N°131 DE LOTTO MATINAL DU 29 NOVEMBRE 2024</p> <p>@ LOME</p> <p># Point de vente 90370</p> <p>* Un (01) super gros lot de 2.500.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N° 132 DE LOTTO MATINAL DU 30 NOVEMBRE 2024</p> <p>@ LOMÉ</p> <p># Point de vente 70521</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.500.000 FCFA</p> <p># Point de vente 70534</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.355.000 FCFA</p> <p># Point de vente 30041</p> <p>* Deux (02) gros lots de 1.275.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N° 74 DE LOTTO GOLD DU 02 DECEMBRE 2024</p> <p>@ LOME</p> <p># Point de vente 60053</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.119.600 FCFA</p> <p># Point de vente 30230</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N° 832 DE LOTTO KADOO DU 29 NOVEMBRE 2024</p> <p>@ LOMÉ</p> <p># Point de vente 70033</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.498.000 FCFA</p> <p># Point de vente 50523</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA</p> <p># Point de vente 30041</p> <p>* Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA</p>

LOTO MATINAL



Multipliez vos chances de gagner en jouant à Double Chance sur les tirages de 9H00!



DÉSORMAIS 3 TIRAGES PAR JOUR!

NOUVEAU!

Loto Matinal

Tirage à 9H00 du Lundi au Samedi
Retrouvez les autres tirages aux horaires habituels

LUNDI	9H00 MATINAL	MARDI	9H00 MATINAL
	13H00 DIAMANT		13H00 CASH
	18H00 GOLD		18H00 BOOM
MERCREDI	9H00 MATINAL	JEUDI	9H00 MATINAL
	13H00 BENZ		13H00 MILLION
	18H00 PRESTIGE		18H00 SUPER
VENDREDI	9H00 MATINAL	SAMEDI	9H00 MATINAL
	13H00 KADOO		13H00 SAM
	18H00 KING		18H00 BINGO

COMMENT GAGNER À DOUBLE CHANCE?

Si vos numéros sortent dans les **5 premières** ou **5 dernières positions**, VOUS GAGNEZ!

	5 Premiers Numéros	5 Derniers Numéros
NAP 1	1	1
1 ^{er} Numéro	27	18
NAP 1 Total	28	19
NAP 2	150	100
NAP 3	1 500	1 000
NAP 4	4 500	3 000
NAP 5	30 000	15 000
	5 Premiers Numéros	5 Derniers Numéros
TURBO 2	1 500	1 000
TURBO 3	500	325
TURBO 4	250	170
TURBO 5	150	100



*Offre soumise à conditions. Jouez de manière responsable.

18+